

POUR DIFFUSION IMMEDIATE

Communiqué de presse
13 juin 2008

Mise en examen dans le cacao de Côte d'Ivoire: des acteurs clés échappent à l'inculpation

L'inculpation par le Procureur de la République de la Côte d'Ivoire d'officiels haut placés dans le secteur du cacao pour détournements de fonds et escroquerie est une bonne nouvelle, mais laisse de côté des acteurs clés, a déclaré aujourd'hui Global Witness.

La Côte d'Ivoire est le plus gros producteur mondial de cacao et les revenus du cacao ont joué un rôle clé dans le financement du conflit ivoirien depuis 2002. Des officiels du gouvernement ont détourné des fonds des institutions nationales du cacao – des organismes qui collectent des redevances auprès des compagnies exportatrices de cacao - qui ont été ensuite utilisés pour acheter des armes. Le Conseil de Sécurité des Nations Unies a imposé un embargo sur les armes en Côte d'Ivoire en 2004.

Jeudi dernier, le Procureur de la République a annoncé que 23 employés d'institutions nationales du cacao, certains d'entre eux des officiels de haut niveau, ont été inculpés pour détournements de fonds et escroquerie à la suite d'une enquête. Aucun officiel de l'*Autorité de Régulation du Café et Cacao* (ARCC), la seule institution appartenant à 100% à l'Etat, n'a été inculpé.

“C'est un geste positif pour le secteur du cacao ivoirien qui a longtemps été caractérisé par l'opacité. Cependant, la crédibilité du processus réside dans sa capacité à demander des comptes aux plus hauts niveaux du gouvernement - c'est-à-dire aux ministres impliqués dans le détournement de fonds pour financer l'effort de guerre,” déclare Patrick Alley, directeur de Global Witness.

Global Witness demande au bureau du Procureur de divulguer plus d'informations quant à la nature des inculpations pour chaque individu et de s'assurer que les dossiers soient traités en toute transparence.

“Il est essentiel que les procès aient lieu rapidement, sans ingérence politique, et que ceux qui sont jugés coupables soient condamnés de manière à dissuader davantage la corruption,” déclare Patrick Alley.

Tout au long de l'année, Global Witness a fait campagne pour plus de transparence et de responsabilité dans le secteur du cacao de la part du gouvernement et des institutions de la filière cacao, ainsi que l'industrie du chocolat.

La semaine dernière, le gouvernement ivoirien a rendu public pour la première fois des données sur les revenus générés par les prélèvements sur le secteur cacao ainsi que sur leur utilisation. Global Witness demande que ces informations soient rendues publiques régulièrement.

Pour tout renseignement complémentaire, contacter :

Maria Lopez +44 207 561 6389

Note à l'attention des équipes de rédaction

*Global Witness est une organisation non gouvernementale indépendante qui enquête sur les liens entre l'exploitation des ressources naturelles, les conflits et la corruption, et qui mène des campagnes dans ce domaine. En 2007, Global Witness a publié un rapport, *Chocolat chaud : comment le cacao a alimenté le conflit en Côte d'Ivoire*, qui documentait également la tendance du secteur du cacao ivoirien à la mauvaise gestion des revenus, à l'opacité des comptes, à la corruption et au favoritisme politique. *Chocolat Chaud* révélait également comment plus de 118 millions de dollars issus du commerce du cacao ont financé l'effort de guerre des deux parties dans le récent conflit armé en Côte d'Ivoire. Le rapport peut être consulté dans son intégralité à l'adresse www.globalwitness.org.*